



Renoncer à l'austérité, créer des emplois et augmenter les salaires pour sauver la #ZoneEuro par @Jayati1609



| Le meilleur choix pour l'Europe : concevoir une stratégie de relance axée sur l'emploi, capable de redresser aussi les déséquilibres de la balance courante dans la zone euro.

Dans les cadres juridiques existants, les problèmes de l'Europe semblent quasiment impossibles à résoudre, compte tenu des tendances politiques de plus en plus caractérisées par la colère et des réactions nationalistes de toutes parts. Mais comment se tirer de ce pétrin en évitant la sortie chaotique de l'un ou de plusieurs membres de l'UE, voire l'effondrement de celle-ci ? Les autres stratégies encore viables ne jouissent pas du soutien politique nécessaire et entraînent dans leur chute les chances de s'en sortir.

La source fondamentale du problème est la suivante : les déséquilibres de la balance courante entre les pays de la zone euro sont devenus insoutenable lorsque les marchés privés ont réagi en retenant les flux de capitaux. En réalité, les économies dites « périphériques » n'étaient pas menacées par des déséquilibres budgétaires, mais par la combinaison des entrées de capitaux et l'accumulation rapide des déséquilibres de la balance courante générés par le secteur privé lors de la décennie précédente. Les flux de capitaux privés ont entraîné des divergences entre les taux de change réels et les balances commerciales. En Europe,

l'Allemagne et d'autres pays exportateurs de capitaux ont agi comme la Chine l'a fait vis-à-vis des États-Unis : en injectant des flux de capitaux permettant la croissance continue de leurs propres exportations.

Ce processus a été interprété, à tort, comme si dans les pays bénéficiaires des entrées de capitaux, les gouvernements et les ménages avaient été trop prodigues. Cette erreur de diagnostic a elle-même provoqué la prescription du mauvais traitement. Face à l'impossibilité de dévaluer leurs taux de change, les pays de la zone euro ont dû procéder à d'importantes « dévaluations

internes » en réduisant les salaires et la consommation, ce qui a entraîné une grave contraction de leur économie. Partout, ce sont les réductions des dépenses et non la croissance économique qui ont été avancées comme solutions pour sortir de la crise.

Les pays en déficit ont dû générer des excédents d'exportations en comprimant les salaires et en étouffant la consommation intérieure. Mais comme les pays excédentaires dans la zone euro, notamment l'Allemagne, avaient l'intention de préserver leur propre modèle de génération d'excédents d'exportations en contenant leur consommation

DES SALAIRES PLUS ÉLEVÉS POUR SAUVER LA ZONE EURO !

par Jayati Ghosh

intérieure, tous les ingrédients étaient réunis pour une récession européenne. Le seul moyen de régler le problème était que l'UE dans son ensemble enregistre des excédents d'exportations. Mais cette situation n'a pu durer qu'un temps et a renforcé les inégalités internes. À mesure que l'économie mondiale affiche une plus grande fragilité et que la demande ralentit dans des régions autrefois dynamiques, la demande d'exportations ne peut tout simplement pas empêcher un ralentissement de l'activité économique européenne.

Par conséquent, l'Europe doit se préparer à une récession prolongée du marché du travail, qui – à moins d'être enrayerée par des politiques proactives – entravera tout retour à la stabilité et à la croissance à moyen terme et pourra provoquer des bouleversements politiques menaçant l'existence même de l'UE. L'obsession de l'austérité budgétaire s'est non seulement révélée contre-productive en soi, mais elle a aussi empêché une réforme plus que nécessaire du système financier. Véritable point de départ de la crise, ce système continuera d'empoisonner les économies tant que des réglementations plus strictes ne seront pas appliquées.

Mais tout n'est pas perdu. La situation met plutôt en exergue l'énorme manque d'imagination des dirigeants européens. Il est encore possible de concevoir une stratégie de relance fondée sur l'emploi, qui redresserait également les déséquilibres de la balance courante dans la zone euro. Au lieu de réduire les salaires, il faudrait envisager de les augmenter. Les pays excédentaires devraient assurer une hausse des salaires proportionnelle à la croissance de la productivité, afin de stimuler la demande et de favoriser un rééquilibrage. Dans les pays

“

Une relance axée sur l'emploi et basée sur l'expansion budgétaire et l'imposition des riches et des grandes entreprises est le seul moyen de résoudre les problèmes persistants de l'UE.

”

déficitaires, l'augmentation relative des coûts salariaux unitaires depuis l'introduction de l'euro s'est en grande partie inversée à partir de 2008, via des diminutions de salaire et des améliorations de la productivité de la main-d'œuvre. Ces mesures ont toutefois été trop loin. Il faut à présent augmenter les salaires pour stimuler la demande intérieure. La relance économique et la croissance future requièrent inévitablement une augmentation des dépenses publiques, en particulier dans des activités génératrices d'emplois présentant un effet multiplicateur élevé, comme les activités de soins. L'élargissement de la base de l'impôt foncier ou la taxation de certains types de transactions financières, par exemple, pourraient même permettre que ces dépenses n'aient pas d'incidence sur le budget. Bien sûr, des mesures visant à contrôler le monde de la finance et à créer une sorte d'union bancaire s'imposent également.

Un pacte pour l'emploi s'avère en outre absolument essentiel à la stabilité de la zone euro en tant que zone d'unité monétaire. Les pays doivent par ailleurs mieux se coordonner, et donc davantage se faire confiance et coopérer. Bien que l'on puisse soutenir que les conditions politiques nécessaires à ces changements ne sont actuellement pas réunies en Europe, c'est précisément la diffusion d'arguments raisonnés tels que ceux-ci et la mobilisation sociale qu'ils suscitent qui permettront de changer l'équilibre politique. Et évidemment, si ces idées pouvaient se répandre en dehors de l'Europe, l'avenir s'annoncerait également bien plus radieux pour l'économie mondiale.



> AUTEUR

Jayati Ghosh est experte en économie du développement et professeur d'économie au Centre for Economic Studies and Planning de l'Université Jawaharlal Nehru à New Delhi. Ses spécialisations comprennent la mondialisation, la finance internationale, les modèles d'emploi dans les pays en développement, la politique macroéconomique, et les questions liées au genre et au développement.